

Agenda :

Projection de Cultivons la terre :

Mercredi 12 novembre à 20 heures 30	La Biolle	festival cinéma rural de la Biolle salle de l'Eden 20 h 30	73		Gérard Boinon Et Jean Pierre Berlan
Vendredi 14 Novembre 20h	Macon	AIAPEC	71	salle Gambetta	Gérard Boinon
Le mardi 25 novembre à 20h30	Festival Oullins	petite salle	69		Dominique Viannay et Bernard Pintureau et Honorine Perino
Jeudi 27 novembre à 20 heures	Ambérieux en Bugey	"un autre regard sur la santé"	ain	maison des sociétés	Gérard Boinon
Jeudi 27 novembre à 19h	Villerbanne	Attac, maison du citoyen, 67 rue Octavie 69100			Michel Stadler
Vendredi 28 novembre 2008 à 20h30	St Genis les Ollières	Centre Culturel l'Escale chante ruisseau	69	projection	
mardi 16 décembre à 20h00	Lyon 4 CIFA	amap les pieds sur terre	69	projection	Hugues Mouret

A nous le Canada !!!

Honorine Perino présentera le film Cultivons la terre aux RIDM de Montréal, le 19 novembre 2008, à 19h30
http://www.ridm.gc.ca/fr/ evenements/seanceFr_2008095.html

Un reportage sur Cultivons la terre sur France 3 Rhône-Alpes au 19/20 du vendredi 31 octobre 2008 (au ¾ du JT) : attention le JT reste en ligne que quelques jours encore

http://jt.france3.fr/regions/popup.php?id=b69a_1920&video_number=2

suite à la projection à St Galmier dans la Loire

Soirée conférence débat avec Christian Vélot

l'Ondaine le vendredi 21 novembre à 20H à Unieux (42) - Soirée organisée par O2 de l'Oxygène pour l'Ondaine en lien avec le collectif zerogm et Rés'OGM Info

Autres conférences (non organisées par Rés'OGM Info) :

O.G.M, Simple avancée technologique ou choix de société ? Conférence - débat organisée par l'ADSE, animée par **Christian Vélot** Vendredi 31 octobre, Salle des Fêtes de l'EDEN à Feurs

Conférence -débat du professeur Belpomme samedi 18 octobre 2008 à 20 h 30 à la salle des fêtes de Treffort dont les portes seront ouvertes dès 19 h 30 .

Par " **VIS !** " (**Vigilance, Information, Santé**), **ATTD (Association pour la Transparence dans le Traitement des Déchets), Fruits et Nature en Revermont**

Nouveautés livres dans la médiathèque :

Aux origines des plantes, sous la direction de Francis Hallé, Fayard 2008, Tome 1 et 2

Le DVD OGM la grande illusion, Altercampagne

The Independent on Sunday, le dimanche 26 octobre par Geoffrey lean

Grâce à des documents obtenus confidentiellement, The Independent on Sunday peut révéler que Gordon Brown et d'autres dirigeants européens sont en train de préparer secrètement une campagne sans précédent pour répandre les plantes et les aliments OGM en Grande-Bretagne et sur tout le continent.

Les documents – il s'agit des minutes d'une série de réunions secrètes de représentants des 27 gouvernements – dévoilent les plans pour *« accélérer »* l'introduction des plantes et aliments OGM et pour *« s'occuper »* de la résistance que leur oppose l'opinion publique.

Ils montrent aussi que nos dirigeants souhaitent que les *« représentants de l'agriculture »* et ceux de *« l'industrie »* – y compris certainement des géants des biotechnologies comme Monsanto – se fassent plus entendre pour contrer les *« intérêts matériels »* des écologistes.

Alors que les inquiétudes des citoyens vis-à-vis des OGM augmentent, la nouvelle de ces projets secrets, lorsqu'elle sera connue, va provoquer une tempête de protestations, même dans des pays qui les avaient acceptés jusqu'à maintenant.

Les citoyens ont empêché que le moindre OGM ne soit cultivé en Grande-Bretagne. En France, un des 3 seuls pays à les avoir cultivés dans une certaine quantité, a suspendu leur culture et l'opposition se renforce dans les deux autres pays, l'Espagne et le Portugal.

Totalement sur la défensive, l'industrie des biotechnologies, a répondu par une campagne de « public relation », nous expliquant qu'il fallait des OGM pour nourrir le monde, une affirmation plus que contestée. Par contre, elle a eu un certain succès auprès des gouvernements dont les ministres se sont de plus en plus prononcés en faveur de cette technologie, ainsi qu'au sein de la Commission Européenne où les lobbyistes se vantent d'avoir *« d'excellentes relations de travail »*.

Les réunions secrètes étaient convoquées par Jose Manuel Barroso, le président pro-OGM de la Commission et présidées par son chef de cabinet, Joao Vale de Almeida. Il était demandé à chaque Premier Ministre des 27 de nommer un représentant spécial.

Ni la liste des membres du groupe, ni ses objectifs, ni les résultats de ces réunions n'ont été rendus public. Par contre l'Independent on Sunday a obtenu des documents confidentiels, comprenant une liste des présents et les conclusions - rédigées par le président - des deux réunions tenues jusqu'à présent, celle du 17 juillet et celle du 10 octobre, il y a juste 2 semaines.

De cette liste, on peut apprendre que le Président Sarkozy et la Chancelière Merkel ont envoyé des collaborateurs proches. La Grande-Bretagne était représentée par Sonia Phippard, directrice du Département de l'Environnement, Alimentation et Affaires Rurales.

Les conclusions révèlent que les discussions ont essentiellement tourné autour de comment accélérer l'introduction des plantes GM et comment persuader les citoyens de les accepter

Les produits modifiés génétiquement doivent d'abord être autorisés par l'Union Européenne avant de pouvoir être semés ou commercialisés où que ce soit sur son territoire. Mais, bien que les responsables de la Commission leur soient fortement favorables, les gouvernements sont divisés, ce qui provoque un blocage du Conseil des Ministres qui les représentent.

Dans ce cas, les technocrates de la Commission les font passer quand même. Ils sont légalement autorisés de le faire, mais cette façon de passer outre leur avis, ne plaît ni aux gouvernements, ni aux groupes écologistes.

Dans les conclusions de la première réunion, il était demandé *« d'accélérer le processus d'autorisation en se basant sur des évaluations solides, afin de rassurer l'opinion publique »*, alors que dans la seconde, il était demandé que *« les décisions soient plus rapides, sans toutefois compromettre la sécurité »*.

Mais de ces documents, il est clair aussi que Mr Barroso va bien au-delà de simples exhortations et qu'il essaye de faire en sorte que les Premiers Ministres passent par-dessus leurs propres ministres de l'Agriculture et de l'Environnement pour favoriser les OGM. On peut y lire que le président *« a rappelé l'importance pour les Premiers Ministres de garder une vision plus large »*, *« invité les participants à rapporter le contenu des discussions à leur chef d'Etat »* et *« souligné l'importance d'attirer leur attention sur les discussions en cours, au niveau du Conseil (des Ministres) »*.

Pour Helen Holder des Amis de la Terre / Friends of the Earth Europe : *« L'objectif de Barroso est de faire rentrer les OGM dans l'Union européenne aussi rapidement que possible. Pour ce faire, il s'adresse directement aux Premiers Ministres et aux Présidents pour les inviter à passer par-dessus leurs ministres et remettre ceux-ci dans le droit chemin »*.

En ce qui concerne l'opposition de l'opinion publique, les conclusions des réunions sont encore plus incendiaires. Le document réfléchit à *« comment s'occuper le mieux de l'opinion publique »* et en appelle à *« un dialogue non passionnel, basé sur les faits, portant sur les normes très élevées de la politique OGM de l'Union européenne »*. Les propos du président y sont rapportés, soulignant *« le rôle de l'industrie, des partenaires économiques, de la science pour participer activement à un tel dialogue »*.

Il ajoute que *« les citoyens se sentent mal informés »* et pour lui, *« les représentant de l'agriculture devraient se faire plus entendre »*. Et dans

une allusion à peine voilée aux écologistes, il rajoute que le débat *« ne devrait pas être laissé à certains groupes qui y trouvent un intérêt légitime mais matériel »*.

<http://www.amisdelaterre.org/-Actualite-.html>

Clause de sauvegarde sur le MON 810 : l'EFSA balaye la décision française en dépit du bon sens

Paris, le 31 octobre 2008. L'agence européenne de sécurité des aliments (EFSA) vient de rendre son avis sur la clause de sauvegarde française sur le maïs MON 810 activée en février dernier. Elle considère la décision du gouvernement français injustifiée... C'est pour Greenpeace une nouvelle preuve de l'incapacité de cette agence et de la nécessité urgente de la réformer.

Le comité de l'EFSA travaillant sur les OGM considère, dans sa décision rendue publique le 31 octobre, que les éléments fournis sur le maïs MON 810 par le gouvernement français ne constituent pas des éléments susceptibles de justifier l'activation de la clause de sauvegarde. Au mépris des doutes sérieux soulevés par les études scientifiques, cet OGM ne présente donc pour elle aucun risque sur l'environnement, la santé humaine ou animale. Greenpeace prend acte de cette décision grave qui pourrait ouvrir la voie à la réautorisation de ce maïs en France et la conteste vigoureusement.

La majorité des Etats membres de l'Union s'accordent aujourd'hui sur la nécessité de réformer en profondeur l'EFSA. Ce chantier a été ouvert par la France au cours de sa présidence... L'agence elle-même reconnaît qu'il lui faudrait deux ans minimum pour évaluer les effets à long terme d'un OGM.

« En dépit des doutes sérieux existant sur les OGM sur la compétence de l'EFSA, elle continue de faire comme elle a toujours fait en méconnaissance totale de cause : donner des avis positifs sur tous les OGM ! s'indigne Arnaud Apoteker, de Greenpeace France. Face à l'adversité, l'EFSA ferme donc les oreilles et fait le gros dos aux dépens des citoyens français et européens. C'est inadmissible ! Dans ces conditions, il faut fermer l'EFSA tant que la réforme attendue par tous n'a pas eu lieu. »

Un passage en force

Le MON 810 reste interdit en France jusqu'à une décision de la commission européenne. Cette opinion laisse toutefois présager d'un passage en force inquiétant... Elle intervient au lendemain de la publication d'une étude du CREG de l'université de Pau faisant état des risques de disparition de nombreuses filières agricoles en France en cas de généralisation des cultures de maïs OGM.

Etude sur les conséquences économiques des cultures OGM sur les filières sans OGM téléchargeables à l'adresse suivante : <http://blog.greenpeace.fr/ogm>

Contacts :

Romain Chabrol, communication Greenpeace : 06 88 88 18 27

Arnaud Apoteker, campagne OGM Greenpeace : 06 79 93 15 30

OGM : la France maintient la clause de sauvegarde sur le MON 810

POLITIQUE - Actu-Environnement.com - 03/11/2008

La France maintient sa position sur la clause de sauvegarde sur le maïs transgénique MON 810 et elle la soutiendra au Conseil des ministres européens, a indiqué le 31 octobre le ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Aménagement du Territoire dans un communiqué alors que l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) estime injustifié l'embargo français sur cet OGM. écologiste.

la suite sur http://www.actu-environnement.com/ae/news/OGM_France_clause_sauvegarde_mon_810_avis_EFSA_6121.php4

R. BOUGHRIET

Le parcours judiciaire de José Bové

<http://www.france24.com/fr/20081022-le-parcours-judiciaire-jose-bove>

Voici un rappel du parcours judiciaire de José Bové:

- 18 fév 1998: 8 mois d'emprisonnement avec sursis et privation des droits pendant 3 ans à Agen pour avoir détruit des semences transgéniques à Nérac (Lot-et-Garonne).
- 13 sept 2000: 3 mois ferme pour le démontage du chantier du restaurant McDonald's de Millau (Aveyron) en août 1999. Il est incarcéré à Villeneuve-lès-Maguelone (Hérault) du 19 juin au 1er août 2002. Il avait effectué 19 jours de détention provisoire en 1999.
- 15 mars 2001: 10 mois avec sursis à Montpellier pour la destruction de plants de riz transgénique en juin 1999. En appel, le 20 décembre, la peine est portée à 6 mois ferme et 50.000 francs (7.622 euros) d'amende, un sursis de 8 mois prononcé en 1998 à Agen est révoqué.
- 22 mars 2001: 6.000 francs d'amende (914,69 euros) pour "violence en réunion" sur des fonctionnaires de la préfecture de l'Aveyron en appel à Montpellier.
- 22 oct 2002: 100 jours-amende à 30 euros à Foix pour le fauchage de colza transgénique en avril 2000 à Gaudiès (Ariège).
- 26 fév 2003: les 8 mois de sursis révoqués en 2001 sont ramenés en appel à Montpellier à 4 mois. Bové doit effectuer 10 mois d'emprisonnement. Ecroué à Villeneuve-lès-Maguelone le 22 juin, Jacques Chirac lui accorde deux mois de remise de peine en plus des deux mois de grâce collective du 14 juillet. Il retrouve la liberté le 7 novembre.
- 15 nov 2005: 4 mois ferme en appel à Toulouse pour l'arrachage de maïs transgénique en juillet 2004 à Menville (Haute-Garonne). La peine sera convertie en jours-amende le 10 décembre 2007.
- 13 avr 2006: relaxe le 17 septembre 2008 à Carcassonne après une manifestation à Trèbes (Aude) chez le semencier Monsanto.
- 14 déc 2006: José Bové est gardé à vue durant six heures à la gendarmerie de Millau pour le fauchage d'un champ de maïs OGM à Saint-Hilaire (Haute-Garonne) le 30 juillet 2006. Le procès est reporté.
- 4 septembre 2008: 180 jours-amende à 100 euros, soit 18.000 euros par le tribunal correctionnel de Toulouse pour la destruction de maïs OGM en Haute-Garonne les 30 et 31 juillet 2006.
- le 22 octobre 2008: 200 jours-amende à 60 euros par le tribunal correctionnel de Bordeaux pour une action anti-OGM menée en 2006 dans une exploitation agricole à Lugos (Gironde).

Monsanto : 15 000 euros d'amende

Source : AFP

29/10/2008 | Mise à jour : 15:22

. Le géant américain de l'agrochimie Monsanto, condamné en première instance pour "publicité mensongère" pour son "Round Up", premier désherbant vendu au monde, devra finalement acquitter une amende de

15.000 euros, a décidé aujourd'hui la cour d'appel de Lyon.

La cour a ainsi confirmé le jugement de première instance et suivi l'avocat général, qui le 1er octobre, avait estimé qu'il n'était pas nécessaire d'augmenter le montant de l'amende infligée le 26 janvier 2007 par le tribunal correctionnel de Lyon à l'encontre de l'ancien président de Monsanto Agriculture France, dont le siège est à Bron (Rhône).

L'ancien dirigeant est condamné pour avoir notamment présenté l'herbicide comme "biodégradable" et laissant "le sol propre". (...)

Association Rés'OGM Info 8 quai maréchal Joffre 69002 LYON

04 78 42 95 37 www.resogm.org resogminfo@free.fr

Newsletter réalisée par Marie-Aude Cornu,
animatrice coordinatrice régionale